SENAT DE BELGIQUE.

SEANCE DU 5 MARS 1866.

Troisième rapport de la Commission de la Justice, sur les articles réservés et modifiés du Titre 9, Livre II du Code pénal.

(Voir les pièces désignées aux N^{os} 19, 22, 23, 34, 37, 58 et 72, session 1862-1863, le N^o 35, session 1864-1865, et les N^{os} 52, 55, 37, 45, 47, 50, 53, 54, 55, 58, 60 et 61, session 1865-1866 du Sénat.)

Présents : MM. LONHIENNE, Président; le Baron D'ANETHAN, et le Baron DELLAFAILLE, Rapporteur.

MESSIEURS,

La différence qui sépare M. le Ministre de la Justice de Votre Commission, au sujet des art. 576 et 577 réunis, consiste en trois points :

Au § 2, M. le Ministre supprime le mot *voitures*. — Nous y adhérons, ce mot étant compris autant qu'il est nécessaire dans l'expression *tous autres lieux*.

Il supprime le 3^e §, relatif aux édifices servant aux réunions de citoyens pendant le temps de ces réunions. — Nous pensons que cette prétérition est l'effet d'un oubli et nous maintenons le paragraphe.

En ce qui touche les locaux inhabités lorsqu'il s'y trouvait quelqu'un au moment de l'incendie, nous admettions la circonstance aggravante quand l'auteur du crime *avait dû la présumer*, à raison de l'usage ou de toute autre cause. M. le Ministre pense que le coupable doit en avoir eu la connaissance effective.

Nous pensons, Messieurs, qu'il est très-possible d'établir, par l'instruction, si l'incendiaire a dû ou non présumer la présence accidentelle de personnes dans un lieu, mais qu'il n'y a pas moyen de prouver en lui cette connaissance qu'il niera toujours. L'amendement ministériel formerait donc un obstacle à la complète efficacité de la répression.

Sous le rapport de la rédaction, la Commission croit celle qu'elle vous a proposée préférable à la nouvelle.

Elle vous propose donc de maintenir son article, sauf à en retrancher le mot *voitures* au deuxième paragraphe.

Elle se rallie au nouvel article 579 proposé par le Ministre, et qui a été adopté.

Le Rapporteur,
Baron DELLAFAILLE.

(2)

**Articles réservés et modifiés, proposés par la
Commission de la Justice, au Titre 9, Livre II du
Code pénal.**

ART. 576 et 577 réunis.

« Seront punis des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ceux qui auront mis le feu :

» A des édifices, navires, bateaux ou tous autres lieux quelconques servant à l'habitation
» et contenant une ou plusieurs personnes au moment de l'incendie ;

» A des édifices servant à des réunions de citoyens, pendant le temps de ces réunions ;

» A tous locaux, même inhabités, dans le cas où quelqu'un s'y trouvait, si l'auteur du
» crime a dû présumer cette circonstance, à raison de l'usage ou de toute autre cause. »